

Les pays émergents et les stratégies de développement

Le qualificatif de 1/3 monde employé par Alfred Sauvy en 1952 a été utilisé pour désigner un ensemble apparemment cohérent de pays du Sud, dont la caractéristique était un développement économique moindre que les pays industrialisés : la prédominance du secteur agricole, la faiblesse de l'épargne et du revenu national, la forte dépendance à l'égard des aléas climatiques ou de la demande internationale, l'importance de l'économie souterraine, un passé colonial et enfin une transition démographique non achevée constituaient des traits communs de ces pays.

Cependant, après la décennie perdue pour le développement (les années 70), des différences très nettes sont apparues : certains pays du Sud-Est asiatique ou d'Amérique latine ont connu un véritable décollage économique jusqu'à concurrencer les pays industrialisés, tels les quatre dragons (Corée du Sud, HK, Singapour, Taïwan), alors que d'autres s'enfonçaient dans le sous-développement tels les PMA situés pour les 2/3 d'entre eux en Afrique subsaharienne.

Parallèlement, la sortie des pays de l'Est d'un système d'économie planifiée à la fin des années 80 a également contribué à renouveler l'approche du développement : le passage brutal à une économie de marché a montré les difficultés à résoudre pour sortir d'un processus d'économie administrée. C'est pourquoi, si les stratégies de développement privilégient aujourd'hui l'ajustement structurel plutôt que les voies alternatives, leur succès inégal pose de nouveaux défis.

1. Les stratégies de développement : l'impératif de l'ajustement structurel

A. La recherche des grands équilibres

Le sous-développement a d'abord été considéré comme un état de retard transitoire qui devait être naturellement comblé. Selon l'explication traditionnelle (Rostow, 1963), 5 étapes devaient ainsi permettre aux pays d'accomplir sur le modèle de la révolution industrielle leur transition vers une économie développée.

- l'économie traditionnelle (importance de la production agricole, peu efficace)
- la préparation du décollage. Par l'apport de nouvelles techniques, l'agriculture permet de dégager un surplus de revenus et donc d'enclencher l'accumulation du capital.
- le décollage. Les industries de base permettent d'assurer une croissance du revenu.
- la maturité. L'industrie se diversifie.
- la consommation de masse. Les services prennent le relais de l'industrie pour entretenir la croissance.

Devant l'absence de transition des économies sous-développées, de nouvelles explications ont été avancées : le sous-développement serait un effet de l'échange inégal entre pays riches et pauvres (analyse marxiste), ou au contraire serait le produit d'un système économique fondé sur l'absence d'allocation efficace des ressources (thèse classique). L'échec des modèles alternatifs de développement qui se sont inspirés de la 1^{ère} explication a conduit à mettre en avant des stratégies globales d'ajustement structurel.

- i. l'échec des modèles alternatifs de développement
 - a. l'effondrement des économies étatisées (Laos, Vietnam, Angola, Cuba, Europe de l'Est)

Causes : centralisation excessive des décisions économiques à travers la planification, apparition de goulets d'étranglement, prédominance de la production de biens de consommation, faiblesse du pouvoir d'achat et donc de la demande, manque de compétitivité et de motivation (« ils font semblant de me payer, je fais semblant de travailler ») des salariés dans un système généralisant la déresponsabilisation et empêchant tout esprit d'initiative.

Chine : démographie galopante, système dual (coexistence pacifique d'une éco planifiée, de zones géographiques au statut particulier type Shenzhen, et des secteurs partiellement libéralisés régis par les principes de la propriété privée et de la concurrence). La rétrocession de HK en 1997 fournit à la Chine un puissant instrument d'intégration dans les marchés financiers et les échanges commerciaux internationaux.

b. les carences du modèle de développement autocentré

- **certains pays du Tiers monde (Algérie, Egypte, Tanzanie, Argentine) ont choisi un modèle autocentré : ce modèle repose sur un processus de développement quasiment autarcique.** Il se fonde sur le constat d'une domination du tiers-monde par les pays industrialisés, tant dans les termes de l'échange (rapport entre prix des imports et des exports) que dans l'environnement international (connaissances scientifiques, ivt, rôle des multinationales). Postulats : une ind lourde doit permettre de diffuser dans toute l'économie des structures de production modernes (industries industrialisantes) tout en assurant la fourniture de biens d'équipement ou de produits de base (acier, textile) qui se substituent aux importations en provenance des pays développés ; l'agriculture, réservoir de main d'œuvre auparavant sous-employée, doit fournir le facteur travail (exode rural) et le capital (constitution d'une épargne forcée) nécessaires à l'essor du secteur secondaire.

- **cette stratégie a connu un échec patent : le devt autocentré allait à l'encontre de trois données de fait :**

☐ ce choix de devt fondé sur des planifications impératives n'était pas compatible avec la dotation des pays en facteurs de production : le facteur travail, abondant, était mal utilisé (les industries lourdes nécessitaient la présence d'un personnel qualifié, rare) alors que les besoins en capital étaient très élevés face à une épargne nationale faible. Faute d'être apportées par l'agriculture, dont les surplus se sont taris du fait de la désorganisation de sa production, les ressources ont dû être recherchées à l'extérieur par des prêts ou par l'acquisition d'usines clés en mains qui ont accru la dépendance de ces pays à l'égard des économies occidentales.

☐ le secteur public s'est révélé difficilement gérable et l'Etat a orienté les ressources disponibles vers des secteurs ou des projets peu productifs.

☐ l'absence de toute industrie de biens de consommation a également empêché l'utilisation des produits de base sur le marché national. Faute de débouché locaux, les productions ont été exportées ce qui a également augmenté les vulnérabilité de ces pays aux fluctuations de la demande mondiale, en particulier pour les pays producteurs de matières premières ou de biens à très faible VA.

Toutefois, certains pays ont réussi à transformer cette dernière contrainte en atout, en utilisant au contraire leurs exportations comme véritable base de leur croissance. Il s'agit des nouvelles économies industrielles comme l'Indonésie.

ii. la recherche des grands équilibres

a. des politiques économiques inefficaces

Le rôle prépondérant donné à l'Etat : en prenant une place déterminante dans la production et la réglementation des activités économiques, l'Etat a contribué à la faiblesse des performances par 4 causes endogènes :

- **la surévaluation des monnaies** est significative. En raison de la non-convertibilité des devises de ces pays, des marchés des changes parallèles se sont développés sur lesquels des primes très importantes sont appliquées par rapport aux cours officiels (+ 300 % en moyenne de 1981 à 1986 en Afrique de l'Ouest). Ce phénomène souligne l'importance de l'écart entre la valeur faciale et la valeur réelle de la monnaie. Or, selon la Banque mondiale, une surévaluation de 100 % réduit de 2 points le rythme de croissance annuelle du PIB.

- **les dépenses publiques sont massives**. Ratio conso publique sur PIB élevé.

- **la fuite des capitaux** est importante du fait de la délocalisation de l'épargne de ces pays vers les pays développés et des détournements de fonds effectués par les dirigeants de certains pays. Eco privées de ressources significatives, qui auraient pu contribuer au financement de l'investissement local.

- **la pol commerciale est introvertie** : pour mettre en œuvre la politique de développement autocentrée, des barrières tarifaires et non tarifaires visaient à décourager les importations et à réduire ainsi la contrainte extérieure ; parallèlement, les exportations étaient lourdement taxées afin de financer les besoins budgétaires croissants de l'Etat.

Des facteurs exogènes : au même moment, 2 éléments sont venus accentuer les difficultés des PVD en particulier en Afrique : **la détérioration des termes de l'échange** est réelle. Hormis le pétrole, les exportations de matières premières ont connu une chute des cours de 30 % (produits agricoles) à 50 % pour les produits minéraux entre 1970 et 1986. Impact : 5,4 % du PIB amputé mais 15 % pour l'Afrique. **L'accroissement des transferts extérieurs** a accru la dépendance envers les programmes d'aide. Entre 1970 et 1986, de 3,7 à 6,4 % du PIB en Afrique contre 1,1 à 1,7 % dans les autres PED. Ces apports extérieurs peuvent avoir des csq néfastes sur la stabilisation des marchés locaux, en faussant les référentiels de prix (taux d'intérêt, produits agricoles).

b. la nécessité d'un assainissement financier

Les programmes d'assistance financière à CT (moins d'un an) menés par le FMI jusqu'en 1974 ne sont plus parvenus à faire face à la montée des déséquilibres : la hausse du prix de l'énergie puis des taux d'intérêt a conduit à une crise de l'endettement à partir de 1982, qui montre l'intérêt de mettre en place des politiques d'assainissement financier. Elles s'organisent autour de 3 pôles :

- **la compression des dépenses de l'Etat**. Une pol budgétaire plus rigoureuse est recherchée par la compression du nb de fonctionnaires, la suppression des subventions sectorielles qui maintiennent artificiellement un niveau inadéquat de prix.

- **une politique monétaire plus restrictive**. Afin de limiter l'inflation et pour promouvoir une épargne interne insuffisante pour financer les besoins en ivt, les taux d'intérêt sont augmentés : de négatifs, les taux d'intérêt réels doivent devenir positifs.

- **un réaménagement des parités de change**. Pour supprimer les marchés parallèles et améliorer la compétitivité externe des produits, les monnaies sont dévaluées ou dépréciées. Ce fut le cas par ex du franc CFA en 1994.

Les nouveaux programmes d'assistance des institutions internationales comportent à partir de 1979 des clauses de conditionnalité quant aux programmes d'assainissement à mettre en œuvre : de 1980 à 1992, 36 % du total des prêts accordés au continent africain par le banque mondiale soit 68 opérations ont été conditionnées. Ce lien entre prêts et mesures à mettre en œuvre n'est pas un concept nouveau : après la 2nde GM, le plan Marshall avait subordonné les décaissements US à l'application d'actions de libéralisation éco en Europe.

Mais ces clauses de conditionnalité ne visent pas exclusivement au retour des principaux équilibres macro-économiques. Au delà de leur action conjoncturelle, ils cherchent à modifier effectivement les structures économiques des pays : il s'agit des plans d'ajustement structurel qui découlent du constat fait par les principaux bailleurs de fonds sur la persistance des difficultés des économies en devt.

B. La volonté de mener des réformes structurelles

i. le passage à une économie de marché dans les pays de l'Est

Les réformes menées dans les pays de l'Est ont reposé sur 2 piliers : d'une part, la restructuration économique nécessaire à l'apparition d'une offre compétitive ; d'autre part, la mise en place d'un cadre institutionnel permettant aux politiques économiques de retrouver une efficacité.

- la restructuration économique par une amélioration de l'offre : 4 procédés :

□ **la privatisation des entreprises** améliore l'efficacité de l'allocation des ressources. Les crédits au secteur privé représentaient en 1998 une part très variable du PIB selon les pays (seulement 10 % en Russie et 15 % en Pologne contre 60 % en République tchèque avec une moyenne des PECO à 27 %). Si le transfert massif au secteur privé de l'ensemble de l'appareil productif facilite la déréglementation des prix, élimine les distorsions de concurrence et accélère la libéralisation complète du marché, force est de constater que la faiblesse des capitaux disponibles ne permet pas aux investisseurs notamment domestiques d'acquiescer toutes les entreprises à privatiser ce qui conduit de fait à mettre en oeuvre un processus plus graduel.

Les techniques de privatisation dans les pays de l'Est

Au-delà des petites privatisations, les entreprises de grande taille connaissent deux modalités de cession : la vente directe avec pour emblème la Hongrie ou la RDA suppose que les firmes présentent un intérêt suffisant, que ce soit pour acquiescer des parts de marché sur place ou pour délocaliser la production d'une entreprise étrangère dans une zone à faible coût de main d'œuvre. Quant à la vente par coupons, elle a été expérimentée par la République tchèque afin d'éviter un transfert massif de la propriété des entreprises à l'étranger tout en tenant compte de la faiblesse de l'épargne interne. Elle s'appuie sur la distribution à la pop de coupons d'achat qui permettent à leur détenteur de devenir actionnaire d'entreprises d'Etat. Cette méthode a cependant 2 limites :

- elle réduit l'apport de fonds à l'Etat lors de la vente et à l'entreprise une fois la privatisation effectuée : ses actionnaires ne sont pas en mesure de jouer convenablement leur rôle d'apporteurs de capitaux lorsque des besoins de financement supplémentaires se font jour.

- elle permet la constitution de fonds d'investissement locaux, qui rachètent les coupons distribués à la pop pour devenir actionnaires majoritaires des sociétés mises sur le marché. Si cette opération assure un actionnariat plus professionnel, il n'est pas nécessairement plus stable et plus avisé en termes de gestion : cherchant à rentabiliser très rapidement son placement, ces fonds préfèrent une stratégie à CT, souvent fondée sur la vente par appartements de l'entreprise, à une valorisation à plus LT qui nécessite des compétences de gestion et des ressources financières longues.

Quelle que soit la forme de privatisation retenue, ces ventes sont souvent réalisées par des agences distinctes de l'Etat à qui ont été transféré la propriété des entreprises publiques (Treuhandaanstalt en RDA, Agence de développement en Hongrie).

□ **l'amélioration de la gestion des sociétés est également une priorité des Etats** : elle peut se faire par la restructuration des entreprises (fermeture d'usines, licenciements, diminution de salaires) et par l'assainissement de leur structure financière (limitation des crédits interentreprises). Elle nécessite également la consolidation des banques dont les réseaux sont indispensables à la collecte de l'épargne et au soutien de l'investissement. Or, l'essor d'un secteur bancaire efficace a été freiné par l'accumulation de créances douteuses : ces risques représentaient plus de 30 % des engagements des banques d'Europe centrale et orientale en 1998.

□ **la création d'un véritable marché du travail** conditionne la restauration d'une offre compétitive. Or, dans les pays à économie planifiée, les employés réalisaient souvent l'intégralité de leur carrière dans une seule entreprise, qui leur apportait également une couverture sociale (crèches, soins médicaux, retraite). Les fermetures d'entreprises ont provoqué une plus forte mobilité du facteur travail mais aussi une montée du chômage. Celui-ci a rendu nécessaire la mise en place de systèmes d'indemnisation.

Le taux de chômage a évolué de manière très différenciée selon le degré d'avancement de la transition menée par les pays : plus bas dans les pays les plus avancés (1999 : 9 % en république tchèque, 7 % en Hongrie) mais plus sensible aux variations de conjoncture alors qu'il reste croissant dans les pays qui n'ont pas terminé leur transition comme la Russie (12 % en 1999), la Bulgarie (16 %) ou la Croatie (19 %).

□ **l'ouverture économique**, manifestée par une forte croissance des échanges.

- **la restauration d'instruments de politique économique** :

La libération des prix est une 1^{ère} mesure pour amorcer le processus de transition vers une économie de marché. La fin de l'encadrement des prix suppose également la suppression des systèmes de subventions de certains produits : ces deux mesures conjuguées conduisent dans un premier temps à une forte augmentation des prix proche de l'hyperinflation. Une fois les mesures de restriction monétaire correctement mises en place (abandon d'un fit monétaire des déficits publics), l'évolution de l'inflation est maîtrisée.

Adoption de **politiques budgétaires** saines : mise en place d'un véritable système fiscal (définition des assiettes et des taux des impôts) afin de remplacer les prélèvements réalisés auparavant sans cadre juridique sur les fonds des entreprises d'Etat. Dans un deuxième temps, les dépenses publiques ont été limitées.

Enfin, l'ensemble du **cadre juridique** doit être repensé : instauration de la propriété privée, définition du régime des faillites.

- le bilan contesté de la transition :

Ces ajustements ont entraîné dans un premier temps une forte contraction de l'activité. Ce n'est qu'après la mise en place des réformes que les économies retrouvent un niveau de production proche de celui qu'elles avaient en régime d'économie planifiée.

Les phases de récession à partir de 1997 dans certains pays (Bulgarie, Roumanie) soulignent la fragilité de ces économies et la nécessité d'une 2^e phase de consolidation.

Selon Portès, plusieurs erreurs ont été commises par les pol économiques (coût et difficultés plus élevés que prévus) :

- les pol monétaires ont été trop restrictives afin de contenir l'inflation excessive induite par des dévaluations trop brutales.

- la capacité des entreprises d'Etat à s'adapter aux règles de la concurrence et à améliorer leur compétitivité a été largement surestimée.

- le secteur bancaire a été trop tardivement restructuré et son manque de capitaux a pesé sur le financement de l'économie.

- la dissolution précoce du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM) a contribué à l'effondrement des échanges régionaux, ce qui a notamment déstabilisé la production énergétique.

Ces critiques sont pertinentes mais doivent être replacées dans le cadre géopolitique des pays concernés, marqué par un bouleversement sans précédent. Eclatement territorial de l'URSS a désorganisé le processus de production et d'échange. En outre, l'affaiblissement du pouvoir central s'est traduit par une forte hausse de la criminalité, du devt d'une économie // et mafieuse, de tensions militaires tel que le conflit en Tchétchénie. Les grandes difficultés du recouvrement de l'impôt sont un bon indicateur de la déstabilisation des structures politiques et sociales en Russie.

ii. L'ajustement structurel dans les PED

L'ajustement structurel mis en place a reposé sur 2 axes : libérer les marchés et réformer le secteur public.

a. Libérer les marchés

- **les réformes commerciales** : elles se sont appuyées sur la libéralisation des importations et sur une dévaluation des monnaies afin de mettre un terme au rationnement des devises et d'éliminer les primes de rareté des produits d'importation dont l'effet était sensible sur les marchés parallèles. La suppression des restrictions aux échanges prend 2 formes : **la levée des contingentements**, la réduction des droits de douane et des barrières non tarifaires pour les importations. La Banque mondiale définit ainsi une grille de progrès, passant d'un contrôle de l'Etat total sur les importations à un recours massif aux barrières commerciales puis à une protection modérée par les tarifs avant d'atteindre le libre-échange effectif. **La promotion des exportations** en second lieu traditionnellement freinées par des taxes à l'export dont l'objet était d'assurer en phase de croissance des besoins financiers de l'Etat des recettes faciles à collecter. Le mécanisme était rendu plus aisé par l'existence d'offices de commercialisation disposant d'un monopole de vente.

- **les réformes agricoles** : pour alléger les contraintes pesant sur un secteur au poids déterminant dans les PED (35 % du PIB et 70 % de l'emploi en Afrique). L'agriculture,

source 1^{ère} des fonds publics, était pénalisée par la fixation de prix à la production, la taxation des exportations et des intrants.

- **le contrôle des prix** : sa suppression est facteur d'incitation à produire et de réduction des rentes indues. Seul le secteur du contrôle jugé stratégique reste encore encadré. Parallèlement, le démantèlement des monopoles est recherché.

b. réformer le secteur public

Le secteur public est au cœur même de la stagnation de la croissance dans les PED : constitué pour favoriser une allocation directive des ressources, de manière à accélérer l'industrialisation de l'économie, il n'a pas été géré avec une efficacité suffisante. Les programmes d'ajustement structurels ont donc eu pour objet de limiter l'intervention de l'Etat dans le secteur productif.

La mise en place de réformes financières est indispensable pour assurer le devt : pour King et Levine (1992), il existe une corrélation entre l'apparition d'un système financier solide et la croissance du fait de l'augmentation des ivts par la meilleure mobilisation de l'épargne, de la répartition plus diversifiée des ressources et des risques. Or, face à la crise économique du début des années 80, les créances douteuses se sont multipliées, les taux d'intérêt réels négatifs ont encouragé la fuite de capitaux, réduit l'intermédiation bancaire et compromis la solvabilité des banques. Compte tenu des risques (la part des créances douteuses est évaluée par le FMI à 20 % des prêts en Afrique subsaharienne), les établissements de crédit pratiquent des taux très élevés. Ainsi en 1997 la # entre le taux de rému des dépôts et le coût des prêts était de 8 %, décourageant ainsi l'investissement. Cette fragilité accrue des établissements financiers s'est doublée d'un handicap supplémentaire ; co la plupart des établissements de crédit sont publics, les bq centrales et commerciales sont des créanciers très importants de l'Etat, absorbant une forte proportion du crédit intérieur au détriment du secteur privé (effet d'éviction). De plus, le fit par création monétaire des déficits publics empêche le devt des marchés interbancaires et monétaires qui ont normalement vocation à en assurer le financement.

Enfin, **la réforme de l'Etat** s'impose : diminution de la masse salariale publique par la limitation des embauches de fonctionnaires, amélioration des processus de dépenses publiques (programmation des ivts, contrôle de l'engagement de crédits), réforme fiscale (baisse des taux marginaux d'imposition, introduction de la TVA) en sont des illustrations.

2. Un succès inégal qui pose de nouveaux défis

A partir de situations initiales comparables, les processus de devt ont conduit auj à des configurations opposées : d'un côté, les économies émergentes font preuve d'un dynamisme suffisant pour entretenir leur propre croissance ; d'un autre côté, l'échec de certains pays, en particulier sur le continent africain, appelle de nouveaux modes de coopération économique.

A. L'apparition d'économies émergentes

i. les succès des pays émergents

a. les raisons d'un décollage : un double pilier

- **L'ouverture aux marchés extérieurs est leur premier atout** : coûts salariaux avantageux pour une MO dont la qualif progresse en Asie et en Amérique latine. Avantage comparatif exploité par une spécialisation dans des biens destinés à des marchés extérieurs. Cette ouverture s'appuie sur la création de ZLE régionales (Mercosur, APEC, ASEAN). Singapour et HK ont des ratios d'ouverture (import + export / PIB) de 360 et 300 % grâce à leur rôle de plaque tournante commerciale : de 11 à 55 % en Amérique latine, de 50 à 70 % en Asie.

- **L'afflux de capitaux étrangers** : la titrisation des dettes, la levée des restrictions sur les avoirs détenus par les étrangers, la privatisation d'entreprises ont accru la taille des marchés boursiers : activité financière génératrice de croissance. 50 milliards de \$ d'ivts directs en Chine : 1^{ère} place mondiale.

b. des performances significatives

- en matière de **taux de croissance**, leur résultat est très significatif. Taux moyen de croissance annuel en Asie de 7 %, 4 % en Amérique centrale et du Sud contre 2,5 % seulement en OCDE et 2 % en Afrique de l'Ouest sur la décennie 1990. Contexte de maîtrise des finances publiques : les déficits publics sont passés de 3,6 % à 1,1 % du PIB en Amérique latine entre 1998 et 2000.

- en matière de **niveau de devt**, ces pays disposent d'une base large. Services financiers (Singapour, HK). Entreprises de taille internationale (à noter que les chaebols en Corée ont du connaître d'importantes restructurations après la crise asiatique).

- en matière de **balance commerciale**, les pays émergents enregistrent des déficits, ce qui traduit leur dépendance persistante vis à vis des importations d'énergie et de produits à forte VA.

ii. Les limites de leurs progrès

a. la dépendance

Malgré l'afflux des capitaux privés dans les pays émergents, les raisons pour lesquelles ces pays sont attractifs ne tiennent pas nécessairement à la mise en place de pol macro adéquates : il peut y avoir un décalage entre les entrées de capitaux et la qualité de la gestion par chaque pays. Or, ces investissements étant principalement des placements à CT, plusieurs risques de dérives peuvent exister :

- les entrées de capitaux peuvent conduire à une appréciation du taux de change ; il peut s'ensuivre une détérioration de la compétitivité prix des produits donc une dégradation de la balance commerciale.

- elles se traduisent également par une création de masse monétaire, qui peut déboucher sur des pressions inflationnistes, d'autant plus que l'augmentation des liquidités disponibles tend à faire diminuer le taux d'intérêt.

- les pol budgétaires peuvent être incitées à être plus laxistes, car une épargne externe vient alléger la contrainte de fit des déficits.

- enfin, les apports de fonds peuvent avoir une utilisation déconnectée des besoins réels du pays : fit de crédits à la conso au lieu de projets d'ivt.

La crise mexicaine (déc 1994 à janv 1995) mais surtout la crise asiatique (2^e semestre 1997- 1^{er} semestre 1998) soulignent bien l'importance de ces fragilités.

La crise asiatique

La dévaluation de la monnaie thaïlandaise le bath (juillet 1997) a initié un mvt de crise financière dans l'ensemble de l'Asie.

Le mécanisme de la crise : la baisse du cours des devises asiatiques (Thaïlande, puis Indonésie, Corée et même Japon en juin 1998) s'est progressivement étendue à l'ensemble des pays émergents (dévaluation du rouble russe en août 1998). Ceci a conduit les investisseurs à retirer massivement leurs capitaux des marchés financiers les plus risqués aboutissant à la faillite de plusieurs fonds spécialisés (les hedge funds comme LTCM en septembre 1998). Afin de mettre fin à l'extension de la crise, les autorités monétaires inter ont voulu éviter une crise de liquidités : la Fed a baissé en 3 fois ses taux directeurs de 0,85 point entre sept et déc 1998 et une augmentation spéciale des réserves du FMI a été décidée en octobre 1998 pour augmenter sa capacité de prêts.

Les raisons de la crise : une double explication :

- *la cause endogène* : le devt excessif du crédit en Asie a entraîné une baisse des taux d'intérêt en deça de leur niveau naturel favorisant alors des ivts irrationnels. Lorsque ces mauvais placements arrivent à échéance, et que les rendements ne sont pas au niveau attendu, la spirale des défaillances d'entreprises s'amorce. Les banques deviennent plus prudentes, durcissant leur pol de crédit, ce qui accentue la récession. 52 % de créances douteuses sur le total des crédits en Thaïlande, 55 % en Indonésie (60 banques fermées dans chacun de ces pays).

- *la cause exogène* : dans cette hyp, l'Asie aurait été victime d'un simple mvt de panique assimilable au bank run. Dans cette configuration, des investisseurs inquiets demandent tous simultanément à la banque le remboursement de leurs avoirs, l'obligeant à vendre dans de mauvaises conditions des actifs de LT, ce qui cause sa faillite. Dans le cas asiatique, les fonds internationaux ont largement vendu leurs actifs au même moment, augmentant la chute de la valeur des actions asiatiques.

La crise mexicaine

Elle illustre les dysfonctionnements de marchés trop volatils dans les pays émergents et de pol éco appropriées.

Une surévaluation du peso

Le pacte pour la stabilité, la compétitivité et l'emploi appliqué en 1988 par le président Salinas a permis une déréglementation de l'éco nationale. Cette pol s'est notamment traduite par la création d'un marché unifié des capitaux et par l'arrivée de fonds élevés : de 1990 à 1994, des ivts directs à hauteur de 62 milliards de \$ mais surtout des ivts de portefeuille (placements à CT) de 116 milliards de \$ ont été effectués dans la région par des sociétés étrangères. Malgré cet apport, le peso mexicain a conservé un taux de change nominal de 3 pesos pour un dollar, les dévaluations successives du peso (mécanisme du crawling peg) étant de faible ampleur. Compte tenu du différentiel d'inflation entre USA et Mexique, ceci correspondait en fait à une appréciation de 60 % de la devise mexicaine entre 1988 et 1994, conduisant à l'apparition d'un déficit de la balance courante de 8 % du PIB pour cette années.

La crise et ses remèdes

Les attaques spéculatives menées contre le peso surévalué à partir de décembre 1994 ont conduit à renverser les flux financiers dans la crainte d'une dévaluation qui diminuerait la rentabilité des placements financiers des non-résidents. En qq jours, les ivts en portefeuille ont été rapatriés, déclenchant une crise de liquidités majeure au Mexique incapable d'assurer ses remboursements. Effet Tequila : propagation de l'onde de choc sur les pays émergents.

Pour lutter à CT contre cette crise de liquidité, le FMI et les USA ont mis en place sous forme de prêts et de garantie une avance de plus de 50 milliards de \$. Des indicateurs de surveillance ont par ailleurs été instaurés pour mettre sous surveillance les marchés émergents au FMI, afin de mieux anticiper les déséquilibres macro-économiques, notamment en matière de balance des paiements.

b. de fortes disparités

La notion de marchés émergents laisse croire qu'il existe une forte cohérence entre les éco de ce groupe de pays. En fait, des divergences importantes existent.

Une 1^{ère} opposition se dessine entre l'Amérique latine et l'Asie : la 1^{ère} est handicapée par un taux d'épargne nettement < (19 % contre 34 %) ainsi que par un taux d'endettement plus élevé (dette extérieure comprise entre 30 et 70 % du PIB an Amérique latine). Parallèlement, la gestion du taux de change est réalisée de manière bcp plus active dans les éco émergentes d'Asie (stérilisation des entrées pour éviter une appréciation de la monnaie) et la pol budgétaire y est plus restrictive. En revanche, en Asie, la restructuration industrielle ne fait que commencer.

Au sein même de chaque sous-continent, des # appréciables ont été relevées par la banque mondiale. 2 groupes se dégagent par région :

- en Asie, la Coré du Sud, la Malaisie et à un moindre degré la Thaïlande sont dans une situation où elles doivent monter en gamme dans leurs productions en occupant des créneaux à plus forte VA. En effet, la croissance de leurs coûts salariaux les obligent à quitter les productions de base. A l'inverse, l'Indonésie et les Philippines n'ont pas encore entamé cette remontée de filière alors que de nouveaux concurrents apparaissent (Chine Vietnam).
- en Amérique latine, le Chili constitue le seul tigre grâce à un prog de libéralisation mené dès le milieu des années 70 qui a permis au pays de bénéficier d'une croissance stable depuis 1985 de 6,5 % en moyenne par an. Cette réussite lui a permis de mener à bien une triple transformation : une réduction de sa dette extérieure de 128 % du PIB en 1985 à 42 % 15 ans plus tard ; une modif de la structure de ses exports composées à 80 % de cuivre dans les années 70 alors qu'en 1999 sa part était réduite à 40 % ; une intro précoce d'un système de retraite complémentaire par capitalisation, permettant un taux d'épargne élevé (28 %) assurant un fit interne des ivts.

B. La recherche de nouvelles stratégies

i. l'aide des pays industrialisés : comment financer le devt

a. une aide publique stable

- **P'aide publique des pays de l'OCDE envers les économies en devt** : moins de 0,25 % du PIB des pays de l'OCDE (50 milliards de \$; en baisse sur longue période). Auj très majoritairement accordée sous forme multilatérale (55 % en 1990, 86 % en 1998) avec de nouvelles facilités mises en place par la banque mondiale et le FMI (facilité d'ajustement structurel renforcé correspondant à des prêts 0,5 % pour des échéances de 5 à 10 ans). Relais : investissements privés. Pour les pays qui n'en bénéficient pas faute de débouché économique, des prog d'allègement de dette sont régulièrement négociés au sein du club de Paris, instance réunissant l'ensemble des prêteurs publics. Depuis 1996, ces remises peuvent annuler jusqu'à 80 % des dettes bilatérales, contre seulement 2/3 de leur montant total auparavant. Ce relèvement a pour avantage d'éviter de multiplier des rééchelonnements successifs pour des

créances dont le remboursement paraît très compromis, mais a un effet pervers en tendant à confondre les dons avec les prêts. Les remises ne peuvent par ailleurs qu'inciter les créanciers privés à la plus grande réticence pour s'engager sur ces marchés.

- **les créances privées** : de nouvelles modalités de gestion de la dette sont apparues dans le but de rapprocher la dette des PVD des marchés obligataires classiques. A ce titre, plusieurs innovations peuvent être signalées :

□ l'essor d'un marché secondaire des créances sur les pays du tiers monde. Leur cotation fait apparaître une valeur de marché, ce qui permet à des fonds spécialisés ou à certains pays de racheter les titres avec une décote.

□ les échanges de dette contre des actifs permettent de transformer des titres de créance en participation dans des ivts locaux.

□ enfin, peuvent exister des échanges entre la dette et des exportations ou contre la prise d'engagements spécifiques (prog d'assainissement financier, environnement). Le rééchelonnement des créances privées s'effectue au sein du club de Londres.

b. une participation française active mais dont l'efficacité doit être améliorée

Au deuxième rang des pays donateurs en valeur absolue (6,5 milliards de \$) derrière le Japon (9 milliards de \$). En termes relatifs, à la 5^e place avec un ratio aide/PNB de 0,5 %. Elle se situe donc en dessous de l'objectif de 0,7 % fixé par la CNUCED mais bien au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE (0,22 %). La France dispose de moyens spécifiques d'aide à travers des canaux originaux.

- **la zone franc** au sein de laquelle 14 pays d'Afrique participent à un mécanisme de change qui établit une parité fixe entre le franc français et le franc CFA. Elle se compose de 3 sous-zones monétaires : l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) avec le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo ; les Etats d'Afrique centrale regroupent le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad ; les Comores forment une 3^e zone.

Les principes de fonctionnement de la zone franc : la coop monétaire entre les pays de la zone repose sur 3 principes : une parité fixe (1F = 1 CFA depuis 1994), un institut d'émission commun à chaque sous-zone et une garantie de convertibilité auprès du Trésor français. Pour assurer cette dernière facilité, les banques centrales de la zone ont un droit de tirage illimité auprès du Trésor en cas de déséquilibre de leur balance des paiements. Grâce à ces principes, les bq centrales de la zone peuvent mettre en œuvre une politique monétaire stable, fournir un accès illimité aux devises internationales sans remettre en cause la parité de change et donc théoriquement disposer de meilleurs atouts pour s'insérer dans le commerce international.

Le bilan de la dévaluation du CFA : en janvier 1994, le franc CFA a été dévalué de 50 % (1^{ère} dévaluation depuis 1948) afin de rétablir la compétitivité des produits fabriqués dans la zone : de 1983 à 1993, les termes de l'échange des pays CFA avaient baissé de 40 %. Cette dévaluation eut plusieurs effets positifs :

- l'inflation a été maîtrisée dans l'ensemble de la zone, la hausse moyenne des prix étant de 28 % en 1994 et 15 % en 1995, contre plus de 50 % dans les pays voisins (Nigéria) : par conséquent, la dévaluation ne s'est pas traduite par une augmentation des coûts (salaires, matières premières) qui auraient érodé les gains de compétitivité.

- la croissance est repartie. Après deux années de récession l'activité a repris après la dévaluation soit une augmentation du PIB par hbt de 2 %, augmentation qui n'avait jamais été atteinte dans les 10 années précédentes.

- les comptes extérieurs se sont redressés. Le déficit de la balance des transactions courantes hors dons a été ramené de 9 % du PIB en 1993 à environ 6 % en 1995, malgré l'augmentation des importations due au redémarrage de l'investissement privé.

- les aides versées à la zone franc ont repris grâce aux programmes d'accompagnement de la dévaluation : les décaissements des aides à l'ajustement se sont élevés à 15 milliards de francs contre 1 milliard en 1993 et le club de Paris a rééchelonné 8,5 milliards de \$ de dettes bilatérales. Les programmes d'accompagnement ont notamment été soutenus par la caisse française de développement, dont la vocation est d'apporter une aide projet aux agents économiques et plus particulièrement aux ivts productifs. Ses engagements sur les pays étrangers s'élevaient en 1995 à 8 milliards de F.

- **P'aide de l'UE** : accords de Cotonou (1^{er} accord conclu à Yaoundé en 1963), sixième accord en vigueur. Son objectif était de parvenir à une stabilisation du cours des matières 1ères agricoles et minérales grâce à des fonds d'intervention assurant ainsi une garantie de revenu pour les pays de la zone ACP. Cependant, l'aide communautaire est auj critiquée : si elle a quadruplé en volume dans la décennie 1990, les sommes consacrées aux pays les plus en difficulté (ACP) n'ont progressé que de 40 % sur la même période. Arbitrage défavorable face à l'élargissement. Sa gestion est remise en cause par les institutions multilatérales inter co l'OMC qui estiment que les liens particuliers entretenus ne doivent pas nuire à la libéralisation du commerce mondial. Par conséquent, les contingentements réservés au titre de débouchés européens pour certaines productions (export de bananes) sont progressivement remis en cause.

ii. l'absence de projet global

a. l'ajustement structurel est insuffisant et occasionne des effets pervers

L'ajustement structurel ne peut à lui seul servir de stratégie de devt. En effet, les principes qui le sous-tendent (saine gestion des fonds publics, libéralisation des marchés, accélération des privatisations, réforme fiscale) ne peuvent constituer qu'un des volets d'une pol économique. L'ex des pays émergents montre que pour que le décollage se produise, l'Etat doit assurer une fonction d'orientation économique que ce soit par la promotion de champions nationaux ou par un encouragement à la conquête de créneaux commerciaux bien choisis. Il doit également encourager l'épargne et l'ivt, ce qui suppose un environnement éco assaini.

Pour les pays les plus endettés, malgré la « formule de Toronto » adoptée par le club de Paris en 1991 permettant de réduire la dette dans l'ensemble des pays sous programme d'ajustement structurel, seuls 30 % des pays ont après ces réaménagements un ratio service de la dette/recettes d'exportation inférieur à 200 %. Ces prog induisent 3 effets pervers :

- le coût humain de l'ajustement structurel : les dévaluations, les coupes claires dans les dépenses des services sociaux ou d'éducation, les hausses des pris des produits courants contribuent à déstabiliser les pop les plus défavorisées par la mise en place de mesures globales de freinage de la demande. A ce titre, le FMI est ainsi apparu comme un organisme plus préoccupé des équilibres macroéco que du bien être effectif des individus. Toutefois, cela mérite d'être relativisé : baisse de la mortalité infantile et augmentation de l'espérance de vie,

augmentation de la part des enfants scolarisés dans le primaire, en revanche, une stagnation du nb de calories par hbt.

- l'augmentation de la dépendance envers l'aide : la part importante des transferts extérieurs (jusqu'à 15 % du PIB en Afrique subsaharienne), combinée avec la réticence des bailleurs de fonds pour appliquer des sanctions en l'absence de mise en œuvre de pol d'ajustement effectives, crée une situation difficile. La contrainte budgétaire des pays est atténuée ce qui réduit la volonté pol d'entreprendre ou de poursuivre des réformes douloureuses. Cet envirt conduit les gvts à privilégier une mise en oeuvre lente et inévitablement imparfaite des programmes d'ajustement. Aussi la situation devient-elle doublement paradoxale : l'aide conditionnelle incite en fait le pays récipiendaire à différer la conduite de ses réformes ; incapables de suspendre leurs paiements, les pays bailleurs cherchent à faire croire que l'Etat aidé est meilleur élève que ne le révélerait la réalité.

- l'aide a un effet déstabilisateur sur les marchés locaux : cet effet est sensible sur les marchés financiers : l'afflux de fonds extérieurs gratuits vient décourager la rému normale d'une épargne locale, ce qui est préjudiciable au fit des ivts.

b. vers une stratégie plus offensive ?

Sida, conflits (crise somalienne en 1992, crise des grands lacs en 1995, guerre civile en RDC). Une réponse globale est nécessaire qui s'attache à accélérer la transition démo du continent africain, à promouvoir des institutions pol + efficaces, à lutter contre les phéno de corruption qui détournent l'aide au devt de ses finalités.

Coord, sélectivité à développer : le vecteur de l'aide au devt ne sera pas financier mais pol.

Conclusion :

- l'ajustement structurel ne doit pas constituer une fin en soi : il est le catalyseur d'une prise de conscience indis pour réaliser des réformes durables.

- les pays émergents constituent la preuve que le sous-devt n'est pas une fatalité.

La problématique du devt est probablement condamnée à demeurer le rocher de Sisyphe de l'économie politique.

